

Élie Barnavi

L'Europe frigide

*Réflexions
sur un projet inachevé*

❧ *André Versaille éditeur* ❧

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	11
ÉTAT DE CRISE	15
<i>Le « non » comme révélateur</i>	
<i>Le « non » comme miroir aux alouettes</i>	
<i>L'Europe aveugle à elle-même</i>	
<i>Du malheur d'être heureux</i>	
LA FAUTE À L'ÉLARGISSEMENT, VRAIMENT?	27
<i>À l'abri du Mur</i>	
<i>Les Français et la mondialisation</i>	
<i>Désir d'Europe et agoraphobie</i>	
<i>L'élargissement : promesse, réussite et fuite en avant</i>	
LA QUERELLE DES « RACINES CHRÉTIENNES » DE L'EUROPE.	37
<i>L'histoire, maîtresse irascible</i>	
<i>La Grèce, Rome, les Barbares, l'Église :</i> <i>les quatre piliers de l'Europe</i>	
<i>Comment s'est créé l'imaginaire européen</i>	
<i>Comment l'Europe a échappé à la théocratie</i>	
<i>Une étrange racine de la démocratie européenne</i>	
<i>Deux puissances émergentes, la Ville et l'État</i>	
<i>Quand la Chrétienté s'efface devant l'Europe</i>	
<i>La grande peur des « racines chrétiennes de l'Europe »</i>	
<i>Retour à l'histoire</i>	

L'EUROPE FRIGIDE

UNE CIVILISATION QUI S'IGNORE 49

- L'Europe, une et plurielle*
- L'Europe des humanistes, des réformateurs
et des révolutionnaires*
- L'Europe des Princes et des États*
- De « l'esprit européen »*
- Les ambiguïtés de l'Europe-monde*
- Retour à l'histoire*

LES TABLES DE LA LOI DE L'EUROPE. 63

- L'Europe, la tête dans les étoiles et les pieds dans le sang*
- La rationalité, valeur éminemment européenne*
- Liberté, libertés*
- La laïcité, ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle est,
ce qu'elle doit rester*
- La solidarité et le « modèle social européen »*
- L'égalité, valeur ou passion ?*
- La démocratie, valeur ou outil ?*
- Le patriotisme, une valeur désuète ?*
- La diversité, vraie ou fausse valeur ?*
- Les Tables de la Loi de l'Europe*

UNE QUESTION D'IDENTITÉ, C'EST-À-DIRE DE FRONTIÈRES 81

- Les diktats de l'histoire et de la géographie*
- L'Europe, un « club chrétien » ?*
- La Russie entre Tourgueniev et Dostoïevski*
- Le portrait de Mehmed II*
- Israël, contre-exemple*
- L'Europe comme modèle*

AU-DELÀ DE LA PEUR ET DE LA CULPABILITÉ, LA POLITIQUE 95

- L'immigration, une pièce ancienne rejouée
avec de nouveaux acteurs*
- La Méditerranée, « une immense décharge
où fermentent les conflits du futur »*

TABLE DES MATIÈRES

Les ambitions déçues de Barcelone
Les promesses de l'Union pour la Méditerranée
L'Européen, colonisateur heureux, décolonisateur failli,
partenaire complexé
Pour un nouveau modèle de coopération
Peut-on redonner sens au « devoir d'ingérence » ?
Le multiculturalisme contre la diversité culturelle
Une manière européenne d'être au monde

UN RÔLE SUR LES TRÉTEAUX DU MONDE 115

De l'équilibre des puissances à l'équilibre de la terreur
De l'équilibre de la terreur à un monde déséquilibré
Un ordre international illisible
La « fin de l'histoire » ou la fin des illusions ?
L'ère du terrorisme de masse et de la « guerre asymétrique »
L'école de Mars, l'école de Vénus
PESC, PESDC et autres COPS
Le Proche-Orient, théâtre de l'impuissance européenne
Un moment à saisir
Une conversation de cocktail, un fier aveu d'incapacité,
une leçon de Léon Blum

SEPT PRINCIPES D'ACTION

POUR FAIRE ENFIN L'EUROPE 135

Accepter le monde tel qu'il est, pour le faire évoluer
Comprendre l'Europe telle qu'elle est, pour mieux l'unifier
Admettre que l'Europe telle qu'elle est ne saurait avancer
d'un seul pas, pour la faire progresser
Cesser de faire de l'Europe une créature courtelinesque,
pour lui faire enfin franchir la « porte sacrée du politique »
Donner à l'Europe une âme, pour lui faire gagner l'âme
de ses citoyens
Définir des règles de bonne conduite européenne, pour assurer
que la maison Europe ne tombe pas en quenouille
Refaire de l'Europe une grande ambition, pour que l'Europe
soit, tout simplement

AVANT-PROPOS

Voici un gros demi-siècle, au sortir du conflit le plus atroce qui ait jamais dressé les Européens contre eux-mêmes, un groupe de gentlemen vieillissants imagina le projet audacieux de les unir. Pour les empêcher une bonne fois pour toutes de s'entre-tuer, eux qui n'avaient jamais connu qu'une longue guerre entrecoupée de trêves précaires. Pour pérenniser les valeurs dont ils se réclamaient, la paix et la liberté, la prospérité et la solidarité. Pour leur assurer tant bien que mal une voix dans un monde qu'à l'évidence, ils ne dominaient plus.

À tout prendre, ils n'ont pas mal réussi. Visionnaires pragmatiques, ils ont adapté leur ambition aux réalités, et l'Europe s'est faite ainsi, par tâtonnements, négociations ardues et compromis laborieux, comme elle pouvait se faire. Mais à force de servir, cette méthode a, semble-t-il, épuisé ses vertus. Qu'on l'admette ou non, l'Europe est en crise. C'est cette crise, ses éléments, ses causes et les réponses qu'il conviendrait de lui apporter, que ce bref essai tente de cerner.

*

J'étais en train d'en achever la rédaction lorsque les Irlandais se sont prononcés par référendum contre la ratification du Traité de Lisbonne. Après le double « non » français et néerlandais au Traité constitutionnel, et à peine, voulait-on croire, surmontée la crise que cette mauvaise surprise avait provoquée, voilà que l'histoire bégayait.

À dire vrai, ce n'était pas une surprise. Pour qui a suivi la campagne référendaire, il était évident que les tenants du « non » avaient le vent en poupe. En elle-même, la campagne fut aussi affligeante qu'en France et aux Pays-Bas : après tout, elle portait sur un texte tout aussi obscur que son devancier, et que ceux-là mêmes qui étaient censés le défendre avouaient n'avoir pas lu, ou avoir lu sans rien comprendre. Mais ce qui est particulièrement frustrant n'est pas tant d'avoir à compter les coups et constater que la démocratie n'en sort pas plus grandie que la cause européenne ; c'est de ne pas être en mesure de rendre compte de manière satisfaisante du résultat final. Pourquoi, au fait, les Irlandais, à la suite des Français et des Néerlandais, ont-ils voté comme ils ont voté ? Manifestement, la plupart des Irlandais ne sont pas heureux de l'Europe telle qu'elle se fait et que le Traité de Lisbonne, du moins tel qu'ils l'ont compris, contribuait à figer. Mais ils ne sont pas heureux pourquoi ? Parce qu'ils ne veulent pas compromettre leur souveraineté nationale, comme les nationalistes du Sinn Féin, ou parce qu'ils sont internationalistes comme les sodats attardés de Léon Trotski ? Parce que l'Europe n'est pas assez sociale, comme l'affirme la gauche, ou parce qu'elle n'est pas assez libérale, comme l'en accuse la droite ? Parce que c'est l'Europe et son mode de fonctionnement qui les inquiètent, ou

bien la conjoncture mondiale, la hausse des prix du carburant et la baisse de l'immobilier, bref le ralentissement économique d'un tigre celtique un peu fourbu après des prouesses qui ont étonné l'Europe ? Laquelle n'y a pas été pour rien, soit dit en passant...

Tout cela à la fois sans doute, une coalition se définissant précisément par la variété des intérêts et des passions qui meuvent ses membres. On a souvent entendu dire que les élites, « l'Irlande d'en haut » si l'on veut, ont voté « oui », tandis que l'autre, celle d'en bas, a voté « non ». On aimerait que cela fût aussi tranché, du moins y comprendrait-on quelque chose. Mais non, le milliardaire Declan Ganley et tous ceux qui ont voté dans son sillage au nom d'une Europe plus démocratique et « proche des gens », ne sont pas précisément les laissés-pour-compte de la construction européenne. Ainsi, si l'on peut à la rigueur comprendre pourquoi telle ou telle catégorie de citoyens a voté de telle manière plutôt que de telle autre, on n'en est pas plus avancé pour expliquer le triomphe du camp du « non » sur celui du « oui ». Or, comprendre les raisons d'une rebuffade électorale est essentiel pour pouvoir remédier aux déficiences qui l'ont rendue possible.

Mais peut-être la vraie raison est-elle à chercher ailleurs, dans la manière dont l'Europe se donne à voir, s'explique à ses citoyens, se défend à leurs yeux ? Peut-être. Mais alors, ce n'est pas dans ce qu'elle fait que réside le problème, ni même dans ce qu'elle ne fait pas, mais plutôt dans la façon dont elle le fait et le met en scène. Le problème serait-il donc de l'ordre de la communication, sans plus ? Une Europe plus sûre d'elle-même, mieux gouvernée,

ÉTAT DE CRISE

*Le « non » comme révélateur – Le « non » comme
miroir aux alouettes – L'Europe aveugle à elle-même –
Du malheur d'être heureux*

Lorsque les Français, puis les Néerlandais ont dit « non » au projet de Traité constitutionnel concocté par la Convention Giscard, les esprits raisonnables, c'est-à-dire ceux qui avaient voté « oui », ont été saisis d'effroi. Les esprits raisonnables se disaient qu'il n'était pas raisonnable de rejeter un texte, certes imparfait, mais qui avait le mérite d'améliorer le fonctionnement d'une Union alourdie par l'adjonction de nombreux nouveaux membres ; que le plan B dont certains agitaient la promesse pour mieux justifier leur vote n'était qu'une illusion, ne serait-ce que parce qu'on ne fait pas l'Europe tout seul et qu'il ne sert à rien de dresser des plans dont vos partenaires ne veulent pas entendre parler ; et que ce « non » malencontreux, provenant non de je ne sais quel pays marginal ou viscéralement eurosceptique, mais de deux États fondateurs, allait plonger l'Europe pour un temps indéterminé dans une des crises les plus graves de son histoire. Certains ajoutaient qu'il n'aurait surtout pas fallu soumettre un

texte d'une telle complexité, qui d'ailleurs n'était « constitutionnel » que par extension abusive de sens et n'altérait en rien l'équilibre des pouvoirs entre l'Union et les États membres, à la ratification par référendum. Celui-ci n'est-il pas aléatoire par définition, les citoyens ayant tendance à punir le gouvernement en place pour ses méfaits supposés plutôt qu'à répondre à la question posée ? Il suffit de se rappeler comment François Mitterrand a failli rater son référendum sur le traité de Maastricht, crucial pour l'avenir de l'Union, alors que, quelques mois à peine avant le scrutin, on donnait le « oui » gagnant haut la main. Aussi bien, dire « non » à un texte sur l'Europe ne signifie point qu'on est nécessairement anti-européen, ni même qu'on a trouvé ledit texte particulièrement mauvais. Cela peut vouloir dire que, dans d'autres circonstances, sous d'autres chefs et avec une autre politique, intérieure s'entend, on aurait volontiers voté « oui ».

Les esprits raisonnables avaient raison bien sûr, sauf sur un point, mais de taille : si la politique n'obéissait qu'à des considérations rationnelles, cela se saurait. Le double « non » français et néerlandais était un mauvais coup porté à l'Europe, et donc à chacun de ses membres, France et Pays-Bas compris ; mais il n'était pas gratuit. Comme une douleur soudaine signale l'éruption d'une maladie dont on a préféré ignorer les signes avant-coureurs, il était révélateur d'une crise qui couvait depuis longtemps. Le corps social européen voulait dire quelque chose à ses dirigeants. Et ce quelque chose s'adressait aussi, sinon exclusivement, à l'Europe : à la manière dont elle se fait, dont elle fonctionne et dont elle semble évoluer.

réactions d'adhésion ou de rejet, que nous sublimons en idéologie. Aussi bien, si le souverainisme me paraît étriqué et mal adapté au siècle, il ne me semble pas moralement condamnable. Mais il faut qu'il s'affiche comme tel. Voilà pourquoi la position d'un Dupont-Aignant, ou, à gauche, d'un Chevènement ou d'un Emmanuelli me paraît plus honorable que celle de Laurent Fabius.

Cela dit, ce serait s'en tirer à trop bon compte que de renvoyer le « non » à l'archaïsme souverainiste des uns, au prurit « révolutionnaire » des autres et à la peur panique de la mondialisation du reste. On aura beau expliquer jusqu'à plus soif que le Traité constitutionnel n'était en rien plus « libéral » que les Traités de Rome qui ont fait l'Europe telle que nous la connaissons ; qu'il importe de ne point confondre fonctionnement des institutions et orientations socio-économiques ; et que, si on veut faire l'Europe, il faut bien se résoudre à passer des compromis douloureux avec des partenaires qui pensent différemment – et qui se trouvent être majoritaires en Europe. Quand tout aura été dit et expliqué, il restera toujours ce « non » massif que Lisbonne a tenté de contourner sans vraiment y répondre, comme on contourne un obstacle gênant sur une route cahoteuse.

Or ce « non », avec le résultat que l'on sait, pour mal fondé qu'il nous paraisse, est un fait politique majeur. On ne peut pas faire comme si la sourde inquiétude qu'il a exprimée et l'impatience qu'il a manifestée à l'égard de l'Union européenne telle qu'elle se construit, au cœur d'une mondialisation qui s'impose comme inexorable, n'avaient jamais existé. Disons-le tout net, une fois dépouillé des arguments plus ou moins fallacieux avancés par ses

partisans, depuis le fantasme du plombier polonais jusqu'au pur mensonge de la menace d'un ordre moral qui aurait été jusqu'à interdire l'avortement en passant par le spectre du démantèlement des acquis sociaux des travailleurs européens, ce « non » à répétition a revêtu une signification, et une seule : à sa manière, il a montré que le projet européen porté sur les fonts baptismaux par les Pères fondateurs voici un demi-siècle est arrivé à bout de souffle. Il a mis à nu la crise d'identité que traverse l'Europe.

*

Le doute critique, ce don de l'Europe au monde, est une bénédiction pour la pensée, mais une malédiction s'il paralyse l'action. Hamlet était un intellectuel estimable ; comme roi du Danemark il aurait été une catastrophe. L'envie vous prend parfois de secouer comme un prunier cette Europe pleurnicharde et frileuse, qui a accompli une révolution immense sans même s'en apercevoir. Ne voit-elle pas qu'elle fait rêver les peuples qui s'agglutinent à sa porte ? Ne comprend-elle pas qu'elle offre au monde un modèle indépassable ? Que sur cette terre imbibée de sang s'est édifiée en un rien de temps une union de peuples libres qui a rendu la guerre non seulement impossible, mais proprement inconcevable ? Que, pour la première fois dans l'histoire des hommes, des États constitués se sont librement dessaisis de pans entiers de leur souveraineté au profit d'une entité supranationale ? Et que cela marche ?

Car cela marche, aux yeux de l'étranger, c'est frappant. Il se déplace partout sans jamais franchir une vraie frontière,

paie partout (ou presque) dans une même monnaie, ne peut manquer de voir partout le drapeau bleu frappé aux étoiles jaunes de l'Union. S'il lit les journaux, il sait que les Européens votent au suffrage universel pour un parlement aux pouvoirs sans cesse étendus, où les députés siègent par groupes politiques et non par représentations nationales, que la législation européenne, efficacement protégée par une Cour de justice aux arrêts contraignants, prend le pas sur les législations nationales, que la règle d'unanimité le cède de plus en plus aux majorités qualifiées, que la coopération dans tous les domaines, y compris les plus sensibles – justice, police, immigration –, a fait et fait d'énormes progrès.

Eh non, l'Europe ne voit ni ne comprend. Il est vrai que c'est difficile. Elle a contre elle la triade glorieuse qui lui est consubstantielle : l'État, la paix et la démocratie, excusez du peu. L'État-nation, réalité chaude et vivante, héritier d'un narratif glorieux et rassurant, cadre obligé de la démocratie en action et réceptacle d'une culture partagée, lui bouche l'horizon. La nouveauté même de l'entreprise la prive de précédents historiques sur lesquels elle puisse prendre appui. L'État territorial a surgi du chaos provoqué par l'Empire romain défunt au bout d'un processus multiséculaire. Il s'agissait, certes, d'une créature politique neuve, mais elle prenait appui sur un modèle précis : l'Empire, précisément, et le droit romain qui le fondait. Cela faisait sens et les légistes des rois de France pouvaient y faire référence. L'Europe est une créature proprement inouïe.

La paix perpétuelle, ce mirage philosophique qu'elle a réussi à transformer en réalité politique, rend inutile le

ciment unificateur d'ennemis à abattre, autrefois indispensable à l'émergence d'une conscience collective. Comment créer une entité politique cohérente, investie affectivement par ses citoyens, alors que rien ni personne ne menace vos frontières ? Avec l'écroulement de l'Empire soviétique, l'Europe a perdu son meilleur ennemi et nul adversaire structuré, clairement identifié, ne l'a remplacé. N'en déplaise à certains, les Américains ne peuvent décemment jouer ce rôle. Le terrorisme islamiste est une vraie menace réelle, mais diffuse, mal localisée, et qui frappe indistinctement « infidèles » et musulmans.

La démocratie, enfin, condamne l'Europe à la terne gestion quotidienne de la vie de ses citoyens. Le régime de la parole libre n'est exaltant que lorsqu'il est en danger, ou lorsqu'on l'a perdu et qu'on aspire à le retrouver. Quand il fait la trame de notre quotidien, elle se réduit à une technique de gestion, une affaire de politiciens et de bureaucrates. Que ces bureaucrates fassent dans l'ensemble correctement leur travail, que le Parlement de Strasbourg devienne au fil des ans un vrai parlement avec des pouvoirs sans cesse étendus, les citoyens l'ignorent et la plupart n'ont qu'une vague idée de la manière dont il fonctionne (selon un rapport récent, plus de la moitié des Français ne savent pas que leurs députés y siègent non par origines nationales, mais par groupes politiques). Ce qu'ils voient, ce sont des oukases administratifs issus d'une bureaucratie sur laquelle ils ont peu de prise et dont la technicité les rebute. Comment, en effet, enthousiasmer les foules avec la querelle des fromages crus et des fromages cuits, des histoires d'appellation contrôlée ou les débats sur l'indépendance de la Banque centrale ? Voyez le sort

LA FAUTE À L'ÉLARGISSEMENT, VRAIMENT ?

*À l'abri du Mur – Les Français et la mondialisation
– Désir d'Europe et agoraphobie –
L'élargissement : promesse, réussite et fuite en avant*

Et si le vague à l'âme européen était un effet de l'élargissement ? C'est devenu un lieu commun du discours européiste. Il est hors de doute que l'élargissement a été aussi, insidieusement, une des causes majeures du « non » français et néerlandais. De six à dix, de dix à douze, de douze à quinze, de quinze à vingt-sept, demain de vingt-sept à trente, ou trente-cinq, ou davantage, l'espace européen commence à donner le vertige aux « vieux » Européens. Le club des origines, où l'on était entre gens de bonne compagnie, jouissant du même niveau de vie et cultivant les mêmes valeurs, a dû admettre des nouveaux venus qui manifestement répondaient mal aux critères définis par ses propres règles. Déjà la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Irlande détonnaient dans le paysage ; encore s'agissait-il de peuples qui en faisaient de tout temps partie, de cela nul ne pouvait douter. Déjà l'intégration des Allemands de l'Est dans la mère patrie, passé

le premier moment d'enthousiasme, s'avérait plus difficile qu'on ne l'imaginait. Mais bon, c'étaient tout de même des Allemands. Mais combien d'Européens étaient-ils capables de situer Tallin ou Ljubljana sur une carte muette ? Et voilà qu'il faut s'apprêter à intégrer près de 80 millions de Turcs musulmans...

*

Eh oui, on était bien, « avant ». En serrée dans ses frontières, l'Europe s'est édifiée sans trop se préoccuper de son identité. Européen était celui qui, citoyen d'un de ces vieux pays qui ont toujours fait l'histoire de ce continent et qui faisaient désormais partie d'un ensemble toujours plus étroitement unifié, butait au Nord, à l'Ouest et au Sud contre ses limites naturelles, à l'Est contre le Rideau de fer. Bien sûr, la Norvège ou la Suisse en gênaient un peu l'ordonnement, mais c'était de par leur propre volonté, et puis, ces excentricités n'auraient qu'un temps. Évidemment, sa « frontière » orientale était d'une tout autre nature, frontière artificielle, hérissée de barbelés et de miradors. On espérait bien la voir tomber un jour, cette frontière-là, mais nul ne savait quand ni comment, et peu pensaient que cet improbable événement se produirait de leur vivant. C'était un peu comme l'avènement du Messie chez les Juifs : on l'attend avec ferveur tout en sachant qu'il ne viendra pas. En attendant, le Rideau de fer remplissait son rôle de *limes* contre l'empire barbare qui tenait sous son joug les Européens de l'au-delà et évitait de se poser des questions embarrassantes : jusqu'où s'étend l'Europe, qui est européen et qui ne l'est pas,

qu'est-ce qui nous unit au-delà de ce qui nous divise, bref, quelle est l'identité de cette Europe que nous sommes en train de construire ?

Et puis, le Mur de Berlin s'est effondré et la frontière artificielle, officiellement maudite mais au fond bien pratique, a disparu sans laisser de traces ailleurs que dans le cœur et l'esprit de ceux à qui elle avait servi, trois décennies durant, de mur de prison. À l'est de cette ligne de front devenue imaginaire, on était demandeur d'Europe ; à l'ouest, on a été saisi d'agoraphobie.

*

Agoraphobie aggravée par la mondialisation, que les Européens, faute de s'être donné des structures mieux harmonisées, abordent en ordre dispersé. Certains s'y trouvent plutôt bien, les Néerlandais, par exemple, globalisés qu'ils sont depuis toujours. D'autres, notamment les Français, en souffrent, ou du moins pensent qu'ils en souffrent. Mais personne n'échappe au sentiment diffus et angoissant d'un monde où l'individu, livré sans défense à des forces anonymes, a perdu ses repères familiers. Les discours érudits sur les mondialisations qui se sont succédé depuis les Grandes Découvertes, les démonstrations savantes sur les bienfaits économiques de la nôtre, la dernière, n'y peuvent rien : la mondialisation provoque une crispation instinctive, une soif de retour aux racines. Pour les Allemands, les Italiens, les Espagnols ou les Belges, vieux peuples mais États-nations relativement récents, ces racines sont régionales. Pour les Français, nation et État-nation paradigmatiques, elles sont nationales.

Ne jetons pas la pierre aux Français. Tous les peuples sont tributaires de leur histoire, et, de mémoire d'Européen, la leur les a propulsés aux toutes premières places. Située au cœur de l'Europe, forte de sa démographie, de l'étendue de son territoire, de l'ancienneté de ses institutions et de l'éclat de sa civilisation, la France a confondu le destin du continent avec le sien. Ce n'est pas un hasard si la plupart des plans d'union, depuis le Moyen Âge jusqu'au XX^e siècle, ont été ourdis par des cerveaux français. Naturellement, il s'agissait toujours d'une Europe française, frappée à la fleur de lys ou drapée dans le tricolore. Si l'on veut bien se souvenir du poids des traditions nationales, on comprend mieux l'ambivalence de la politique communautaire de ce pays : la France a bien été le moteur de l'Europe, une Europe censée prolonger sa puissance ; mais aussi, à intervalles réguliers, son frein le plus puissant. C'est qu'il est difficile d'être l'ex-grande puissance la plus mal lotie d'Europe. Les Allemands n'ont jamais prétendu à l'universel, ni leur langue ni leur culture n'ont nourri cette ambition, et leur passé récent les en immunise pour longtemps. Les Anglais ont trouvé un prolongement naturel dans l'Amérique, grâce à laquelle le monde entier utilise leur idiome, et les Espagnols trouvent le leur dans leur hinterland latino-américain. La France est la seule qui pouvait se prévaloir d'un rayonnement universel et elle s'en est trouvée cruellement dépouillée. Il fallait un de Gaulle pour entretenir l'illusion ; de Gaulle n'est plus, et sa conception de l'Europe est morte avec lui.

On conçoit que ce relatif effacement soit dur à assumer. L'antiaméricanisme des élites françaises ne s'explique pas

LA QUERELLE DES « RACINES CHRÉTIENNES » DE L'EUROPE

*L'histoire, maîtresse irascible – La Grèce, Rome, les Barbares,
l'Église : les quatre piliers de l'Europe – Comment s'est créé
l'imaginaire européen – Comment l'Europe a échappé
à la théocratie – Une étrange racine de la démocratie européenne –
Deux puissances émergentes, la Ville et l'État –
Quand la Chrétienté s'efface devant l'Europe – La grande peur
des « racines chrétiennes de l'Europe » – Retour à l'histoire*

Un spectre a surgi des débats sur le préambule du Traité constitutionnel, le spectre du christianisme. Depuis, la question des « racines chrétiennes » de l'Europe irrite, agace et soulève des objections immédiates. Impossible d'y échapper pourtant, si l'on prétend aborder celle, cruciale, de l'identité. Il faut donc la dépassionner, en essayant d'y répondre avec les outils de l'historien. Difficile ? Sans doute, mais ce n'est pas une raison pour ne pas essayer.

Mais, dira-t-on, est-ce si important que cela ? Quel besoin de remuer un passé dans lequel tous les Européens ne se retrouvent point, et qui divise plutôt qu'il ne rapproche ? La raison en est simple. On ne saurait sans dommage du passé faire table rase, les révolutionnaires de tout poil ont fini par l'apprendre à leurs dépens. Toute révolution – et

l'unification de l'Europe est, à sa manière, une authentique révolution – fabrique du neuf avec de l'ancien. En effet, il n'existe pas de construction collective qui ne prenne appui sur le legs du passé, quel que soit par ailleurs l'usage qu'on entend en faire. L'histoire se venge si l'on prétend lui tourner le dos.

Mettre à nu les « racines » de l'Europe n'est pas un exercice bien original. Sans chercher à descendre jusqu'aux premières couches de ce millefeuille qu'est toute civilisation, contentons-nous d'identifier, après tant d'autres, les quatre strates qui fondent l'Europe telle que nous la connaissons, ses quatre piliers si l'on veut : la Grèce, Rome, les Barbares, l'Église. Que chacun de ces apports ait irrigué d'autres civilisations, sous d'autres cieux, ne change rien à l'affaire : c'est leur combinaison particulière qui est intéressante, autrement dit le fait qu'ils fussent réunis ici, de la manière dont ils l'ont été.

C'est des anciens Grecs que les Européens tiennent leur théâtre, les formes élémentaires de leur art, leurs canons de beauté, leurs premières définitions de la science et de la philosophie. Aussi, peut-être surtout, c'est d'eux qu'ils ont hérité leur goût de la politique entendue comme la forme la plus élevée, car la seule humaine, de la vie en collectivité, d'eux qu'ils ont appris la primauté de la raison, la politique elle-même n'étant que l'exercice public de la raison. Enfin, c'est d'eux qu'ils tirent leur vocabulaire politique, une catégorisation des régimes dont ils ne sont jamais vraiment sortis, et, bien sûr, la première expérience de cette chose fragile et incertaine, car fondée sur la raison individuelle et la libre parole, je veux dire la démocratie. Mais qu'on ne s'y trompe pas, la Grèce, comme l'Empire macédonien qui

lui a succédé, comme les États « grecs » des diadoques qui ont pris la relève de ce dernier, n'était pas l'Europe. C'était un monde en soi, qui obéissait à ses propres dichotomies, notamment celle qui opposait le Grec au Barbare. L'Europe ne lui était qu'un concept géographique, culturellement et politiquement indifférent. On pouvait être, et on l'était le plus souvent, grec en Asie mineure, on pouvait être, et le plus souvent on l'était, barbare en Europe.

Il en allait de même de Rome, qui a porté le message grec aux limites du monde connu qu'elle a unifié sous sa loi. Civilisation cosmopolite, impériale et assimilatrice, Rome n'avait que faire de l'Europe. Il n'empêche que sans Rome, l'Europe eût été bien différente, à l'image d'autres contrées irriguées par l'esprit grec mais qui sont restées rétives à l'influence romaine – le Proche-Orient, par exemple, ou l'Inde, ou la Perse, ou ce qu'on appelle aujourd'hui l'Afghanistan. Car c'est à Rome que les Européens ont emprunté non seulement une partie de leurs idiomes dits « latins », mais aussi leurs principes de droit, leur idée de la citoyenneté, leur conception de la souveraineté, qu'au XVI^e siècle un Jean Bodin remettra à l'honneur en l'investissant d'un contenu neuf, leur notion d'empire enfin, dont on ne saurait surestimer le rôle dans l'histoire de l'Europe.

Jusqu'ici, rien que de très classique. Mais voici un élément trop souvent oublié, et fort injustement : les Barbares, autrement dit les premiers « vrais » Européens. En déferlant de leur Germanie natale – la « matrice des nations », dira Ammien Marcellin –, ces guerriers, dont beaucoup se mettent au service de Rome et se veulent passionnément romains, abattent leur idole pour mieux la faire leur. L'Empire romain n'y survivra pas. Mais de son morcellement

en royaumes barbares allait naître au cours des siècles l'Europe moderne des nations et des États territoriaux. Des liens d'homme à homme qui fondaient leurs sociétés frustes de guerriers analphabètes émergera une institution médiévale dont il faut dire et redire l'importance pour l'évolution de la culture politique de l'Europe : la féodalité. Nous y reviendrons.

Enfin, leur choix du catholicisme romain plutôt que de l'arianisme assurera la perpétuation de l'idée d'empire, capitale pour la survivance d'une unité politique (fantasmatique) et culturelle (réelle) du continent. C'est, en effet, l'Église catholique, apostolique et romaine qui assure la transition entre l'empire défunt et la nouvelle donne sociale, politique et culturelle de l'Europe médiévale. De ces trois attributs dont elle se pare, c'est le premier et le dernier qui nous intéressent ici. L'Église est catholique, autrement dit universelle, mais son universalité ne s'étend que sur un monde rétréci aux dimensions de l'Europe seule, une Europe coupée de son hinterland méditerranéen par l'islam et bientôt de sa moitié orientale par le schisme orthodoxe. Et elle est romaine parce qu'elle a installé son siège à Rome plutôt qu'à Jérusalem, théâtre de la passion du Christ pourtant, qu'elle a adopté sa langue et ses symboles, qu'elle en a perpétué la culture et les traditions et qu'elle a coulé ses structures administratives et politiques dans les cadres légués par l'Empire romain. Voyons cela d'un peu plus près.

En allant à l'essentiel, ces trois grandes institutions prises ensemble, l'Empire, l'Église et la féodalité, font l'originalité de la civilisation européenne au Moyen Âge. Après la dissolution de l'Empire carolingien, cette pâle imitation de son glorieux devancier romain, ce qui en reste est une

UNE CIVILISATION QUI S'IGNORE

*L'Europe, une et plurielle – L'Europe des humanistes,
des réformateurs et des révolutionnaires –
L'Europe des Princes et des États – De « l'esprit européen »
– Les ambiguïtés de l'Europe-monde – Retour à l'histoire*

Élargissons la perspective. Depuis que l'Europe émerge au Moyen Âge comme civilisation distincte et consciente d'elle-même, c'est la culture, christianisme compris mais en aucune manière le seul christianisme, qui est le ciment de l'Europe. Obnubilés qu'ils sont par la diversité des langues et des cultures nationales, et formatés à penser leur moi collectif dans le cadre étroit de l'État-nation, les Européens restent aveugles à ce qui fait l'unité profonde de leur civilisation. Un peu d'histoire encore.

Toute l'histoire moderne de l'Europe peut se lire comme une tension entre deux forces opposées: l'une, politique, tend à l'éclatement du continent en entités indépendantes; l'autre, culturelle, maintient l'unité de sa civilisation partagée. Les deux processus se nourrissent l'un l'autre, comme si plus on se ressemblait et plus on ressentait le besoin d'affirmer sa différence, plus on se sentait fils d'une même famille et plus on souhaitait agrandir sa part de l'héritage

commun. Cette dialectique de l'un et du multiple, du semblable et du différent, a fait le malheur de l'Europe, mais aussi sa formidable richesse et son dynamisme sans pareil. Il faut tenter de les appréhender ensemble.

*

À partir de la grande crise du XIV^e siècle, les cadres unificateurs de la *Romania* médiévale s'effritent. La République chrétienne bicéphale a vécu. Désormais, c'est l'État territorial qui émerge, pour le meilleur et pour le pire, comme la grande force agissante en Europe. Le Prince au sens romain du terme, « empereur en son royaume », ne reconnaît plus que des pairs à l'extérieur, des sujets à l'intérieur. De suzerain qu'il était, il est devenu, dira bientôt Jean Bodin, pleinement « souverain ».

Mais l'éclatement de l'Europe en États féroce-ment rivaux n'entame en rien son unité culturelle, ni la nostalgie de l'unité perdue. En fait, l'émergence de l'État moderne est elle-même une manifestation de sa civilisation particulière. Comme on l'a vu, à la civilisation de l'Occident médiéval, cette première mouture d'Europe fondée sur des institutions dont l'aire d'extension dessinait ses frontières – les ordres mendiants, les cathédrales, l'art roman et l'art gothique, la chevalerie, la culture de cour et les grands cycles romanesques, les universités –, succède l'Europe de la Renaissance et de l'humanisme. Porté par une révolution technologique aux conséquences incalculables, l'imprimerie, un mouvement intellectuel parti d'Italie et s'étendant progressivement à l'ouest et au centre du continent réunit les élites européennes autour de valeurs,

d'institutions et de héros inédits. Les valeurs sont celles, individualistes et séculières, que les humanistes croient trouver dans la « redécouverte » de l'héritage gréco-romain : la « dignité de l'homme » (Pic de la Mirandole) et sa place centrale dans l'Univers, la curiosité intellectuelle et l'esprit critique, l'exaltation de la force, de la beauté et de la gloire terrestre. Les institutions sont la cour du Prince-mécène, bien sûr, mais aussi l'académie et le collège humaniste, qui supplantent largement l'Université et dispensent un savoir délibérément hostile à la scolastique médiévale. Quant aux héros, ils n'ont plus grand-chose en commun avec le *miles christianus* médiéval. S'il est homme de cour, l'Européen de la Renaissance tentera de se rapprocher du modèle que lui propose Baldassare Castiglione dans son *Courtisan* – un homme accompli duquel il sera exigé bien des choses, sauf d'être bon chrétien. S'il aspire à jouer un rôle en politique, il lui faudra, lui explique Machiavel, faire preuve d'une *virtù* à la romaine, qui est à la vertu des chrétiens ce que la force du lion et la ruse du renard sont à la douceur de la brebis et à la simplicité de l'agneau. Une fois en place, il imitera ces parangons princiers de la Renaissance que sont Laurent de Médicis, *Magnifique* parce que grand mécène, ou Henri VIII d'Angleterre, ou encore François I^{er} de France. Mais tous admirent ces vrais princes de l'époque que sont les grands penseurs et les grands artistes, qui traitent (presque) d'égal à égal avec les rois et les papes : un Alberti, type achevé de l'« homme universel » renaissant, un Léonard, un Erasme de Rotterdam, un Titien...

C'est ainsi que se met en place une Europe des élites, qui servent avec enthousiasme le nouveau Léviathan, l'État moderne, tout en étant parfaitement conscientes

de la spécificité et de l'unité de la civilisation européenne. « Nous ne pouvons croire que vous êtes à ce point ignorant des choses qui nous concernent », écrit l'humaniste Æneas Sylvio Piccolomini, futur pape sous le nom de Pie II, au sultan Mehmed II, le Conquérant, « que vous ne voyiez pas combien grande est la puissance du peuple chrétien, combien brave est l'Espagne, belliqueuse la France, populeuse l'Allemagne, forte l'Angleterre, audacieuse la Pologne, énergique l'Italie ». Æneas, le premier à employer le vocable « Europe » dans son acception moderne, trace ainsi, à l'intention du Turc, les frontières de l'Europe. Il sait bien qu'il y a des chrétiens ailleurs, mais il les accable de son mépris. L'Europe qui l'intéresse, c'est celle qui présente à ses yeux plus qu'une unité de foi : une unité de civilisation. Et, au nom de cette unité culturelle, certains rêvent déjà à son unité politique : dans la seconde moitié du xv^e siècle, Georges Podiébrad, roi de Bohême hérétique, imagine une « alliance et confédération » entre les puissances européennes, dont il exclut les vieux pouvoirs supranationaux, le pape et l'empereur. Plus d'un siècle plus tard, Sully, « hérétique » lui aussi, prête à son maître Henri IV, dans ses *Œconomies royales*, un « grand dessein » européen. D'autres suivront, tous plus ou moins utopiques, mais révélateurs d'un état d'esprit européen qui ne fait que se renforcer en dépit, voire en conséquence, de la division politique du continent.

La Réforme elle-même, si elle parvient à déchirer la « tunique sans couture » de l'Église catholique, est impuissante à remettre en question l'unité culturelle de l'Europe, jusqu'alors indissociable de son unité religieuse. Car la Réforme est un phénomène paneuropéen, tout

l'ambiguïté des grands événements fondateurs dans le processus de formation de l'esprit européen moderne. C'est que, pour les hommes de 1789, l'Europe est ou trop petite ou trop grande. Trop petite pour la dimension universaliste et unificatrice de leur message : l'avènement de l'homme abstrait, pourvu de droits universels inscrits dans le marbre d'une Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen conçue comme devant s'appliquer à l'ensemble du genre humain ; trop grande pour la phase chauvine d'une Révolution repliée sur la nation. Les deux faces de la Révolution se retrouvent dans l'Empire, puis, par contagion, dans toute l'Europe : d'un côté, l'émergence de l'éthique démocratique, le code Napoléon, le nivellement des conditions, l'apparition d'une civilisation matérielle commune, issue de la révolution industrielle et dominée par le couple bourgeois-prolétaire. De l'autre, et par réaction, la restauration légitimiste, la sacralisation de la nation, les révolutions nationales de 1830 et 1848, les unifications italienne et allemande... Napoléon a beau rêver à Sainte-Hélène de ce qu'aurait pu être une Europe fédérée par ses soins – « une seule nation... une patrie commune », inspirée par les Lumières et gouvernée par un Congrès à l'américaine –, la campagne de Russie met fin à l'impossible aventure. L'idée survivra ; mais il faudra encore un siècle et demi et deux guerres mondiales pour qu'elle commence à se matérialiser.

*

De quoi l'« esprit européen » est-il fait ? La liste de ses ingrédients varie en fonction de ceux, fort nombreux, qui se sont acharnés à le disséquer. On y trouve, pêle-mêle, la

curiosité intellectuelle, l'esprit de révolte et la négation de la fatalité, la parfaite combinaison de l'esprit et de la volonté, le goût de l'aventure et de l'action, la conception de la vie comme défi permanent et de la science comme l'expression de la volonté de l'homme, non seulement de comprendre la nature, mais aussi de la maîtriser et la soumettre à ses besoins, la liberté enfin, dans son acception métaphysique et politique tout à la fois. On trouvera la meilleure expression de cet « esprit européen » dans ce qui reste un des romans les plus « européens » du XX^e siècle : *La Montagne magique* de Thomas Mann. Voici face à face Settembrini et Nafta, les deux figures emblématiques de l'Europe : l'humaniste éclairé et l'homme à la foi brûlante, qui méprise de toutes ses forces les valeurs « bourgeoises » de la Révolution française. « Je suis un intellectuel d'Occident », proclame l'Italien, pour qui le monde est une arène où s'affrontent indéfiniment deux principes conflictuels : « La force et la justice, la tyrannie et la liberté, la superstition et la science, le principe de conservation et le principe de mouvement, le progrès. L'un pourrait être appelé le principe asiatique, l'autre le principe européen, car l'Europe est le pays de la révolte, de la critique et de l'action... cependant que le continent oriental incarne le reste. » Acceptons ce florilège de valeurs européennes, au moins comme vérité subjective. Mais ajoutons-y, pour faire bonne mesure, des aspects moins brillants de l'« européanité » : l'arrogance et l'esprit de domination, la brutalité du colonisateur et la bonne conscience du missionnaire, et, plus important pour notre propos, l'égoïsme sacré des États. Comme toute civilisation, l'Europe est un mélange ; seulement, les traits sont plus accusés ici qu'ailleurs, plus nets, plus extrêmes.

LES TABLES DE LA LOI DE L'EUROPE

*L'Europe, la tête dans les étoiles et les pieds dans le sang –
La rationalité, valeur éminemment européenne – Liberté, libertés
– La laïcité, ce qu'elle n'est pas, ce qu'elle est, ce qu'elle doit
rester – La solidarité et le « modèle social européen » – L'égalité,
valeur ou passion ? – La démocratie, valeur ou outil ? –
Le patriotisme, une valeur désuète ? – La diversité, vraie
ou fausse valeur ? – Les Tables de la Loi de l'Europe*

Ne pas tourner le dos au passé, l'accepter tel qu'il fut, ou du moins tel que nous sommes capables de l'appréhender, ne vaut pas que pour les racines chrétiennes de l'Europe. Elle a été le berceau du meilleur et du pire, et a eu comme particularité une capacité inouïe de porter le meilleur et le pire dans le monde entier. Sa puissance, sa curiosité, son inquiétude existentielle, son goût de la conquête, du savoir et de la spéculation intellectuelle l'ont rendue universelle ; elle a été, et en un sens elle est encore, quoique par procuration, la civilisation-monde. Mais cette civilisation qui a su s'élever jusqu'aux sommets n'a pas eu sa pareille pour descendre aux enfers. Les cathédrales et les bûchers, l'esprit universaliste et l'esclavage, les merveilles de l'art baroque et l'Inquisition, la raison scientifique et les procès en sorcellerie, le progrès et la guerre totale, la démocratie et la mise en coupe réglée du monde, le rêve de fraternité

humaine et le goulag, Beethoven et Auschwitz, Beethoven à Auschwitz – ainsi allait l'Europe, la tête dans les étoiles et les pieds dans le sang.

Banal ? Oui, banal. Mais les gens puisent indéfiniment dans le passé ce qui convient à leur posture idéologique. Or, se glorifier des étoiles pour faire oublier le sang, ou, plus fréquent de nos jours, arguer du sang pour tourner en dérision les étoiles, est aussi stupide que contreproductif. Encore une fois, tout est à prendre ; contrairement à la Révolution française, l'histoire de l'Europe est un bloc.

Mais justement, nous ne sommes pas obligés de nous complaire dans toutes les facettes de ce bloc. Si le passé est donné – Dieu lui-même, dit-on, ne saurait le changer –, le présent et l'avenir nous appartiennent. Ce n'est pas un hasard si le projet de l'Europe unie a pris naissance sur les ruines de deux conflits mondiaux allumés sur son sol. C'était un choix politique pour un avenir meilleur. Dire que Hitler a eu, lui aussi, un projet européen, c'est un fait ; en prendre argument, comme certains souverainistes, pour condamner le projet européen des Pères fondateurs, c'est une imposture. Dans les deux cas, il s'est agi de faire l'Europe au nom de valeurs ; mais ce n'était pas au nom des mêmes valeurs. Car il n'existe pas de valeur qui ne contienne en elle-même sa négation ; pas d'institution qui ne puisse être dévoyée ; pas de sentiment, aussi élevé soit-il, qui, porté à l'incandescence de l'absolu, ne risque de se faire meurtrier. Est-ce une raison pour faire passer par pertes et profits valeurs, institutions et sentiments ?

*

Dans la boîte à outils que la longue histoire de l'Europe a léguée à ses modernes promoteurs, ils ont trouvé les valeurs sur lesquelles ils entendaient la fonder. Certaines s'imposaient avec la force de l'évidence : la liberté, la rationalité, la laïcité et la solidarité. L'ordre dans lequel je les évoque est indifférent ; elles s'imbriquent, elles s'emboîtent l'une dans l'autre, elles forment un tout indissociable. De même, que ces valeurs aient été à l'origine, nous l'avons vu, des catégories religieuses, importe peu ; passées par le prisme des Lumières et dûment sécularisées, elles sont devenues l'apanage de tout le monde, chrétiens et non-chrétiens, croyants, agnostiques ou athées. Voyons tout cela d'un peu plus près.

On trouvera peut-être étrange de voir figurer la rationalité, autrement dit le primat de la raison humaine sur les affects et les instincts, parmi les valeurs fondatrices de l'Europe. De nos jours, elle n'a d'ailleurs pas très bonne presse. Cela se comprend. On en a usé et abusé. Ses moindres péchés furent l'arrogance scientiste et l'organisation impitoyable du travail à la chaîne ; ses pires, la manie classificatrice qui a inventé le racisme « scientifique » contemporain et la mise à mort industrielle de peuples entiers. Des hommes infiniment respectables comme le juif Arthur Herzberg et le chrétien Jean-Marie Lustiger n'ont-ils pas accusé Voltaire d'avoir conduit à Hitler ? Le culte de la Raison, se substituant à celui de Dieu et en faisant ainsi de l'homme l'ultime justification de lui-même, n'a-t-il pas préparé le chemin aux pires aventures du XX^e siècle ? C'est tout mélanger. Le nazisme n'est pas « issu » des Lumières, il en fut la négation consciente.

me paraît avoir été la condition même de l'extraordinaire décollage de l'Occident.

On se fait souvent des idées fausses à propos de la laïcité. Elle n'est pas une machine de guerre contre les religions, ni la religion de ceux qui n'en ont pas ; elle permet au contraire aux uns de vivre leur foi, aux autres de vivre sans la foi, aux uns et aux autres de coexister sans se sauter à la gorge. Elle est une modalité juridique et civique qui organise la neutralité religieuse et philosophique de l'espace public. En elle-même, elle ne prescrit ni ne proscrie rien. C'est une valeur « vide », dont l'objectif unique est d'assurer la coexistence pacifique des croyances et l'égalité des citoyens devant la loi de la cité. Les aléas de l'histoire lui ont fait revêtir différentes formes – pour ne prendre qu'un exemple, l'Angleterre protestante, qui a fait sa révolution la Bible en bandoulière et dont la reine est toujours « chef suprême » de son Église, n'a pas la même attitude à l'égard des cultes que la France, où l'Église catholique s'est dressée contre la Révolution et les valeurs qu'elle défendait. Il n'empêche, les conséquences ont partout été les mêmes : une séparation plus ou moins nette entre l'État et les cultes, une totale liberté de conscience de citoyens considérés comme égaux devant la loi commune, l'émancipation de l'État de la tutelle des religions, et, ne l'oublions pas, l'émancipation des religions de la tutelle de l'État.

On a oublié aujourd'hui combien cette opération chirurgicale a été pénible. L'Église n'était pas une institution de plus, ni le christianisme une croyance comme une autre. Dans les mots de Lucien Febvre, l'individu baignait dans le christianisme de sa naissance à la mort, l'air même

qu'il respirait était empreint de christianisme, pas un geste de sa vie privée ou publique qui ne renvoyât au christianisme. L'alliance du sabre et du goupillon fondait l'État, nécessairement chrétien. Fils aîné de l'Église en France, roi catholique en Espagne, Défenseur de la foi en Angleterre, le Prince était chrétien ou n'était pas. Si on a fini, dans la douleur, par dissocier le pouvoir et l'Église, c'est justement parce qu'il s'agissait d'une alliance, pas d'une fusion, et qu'une alliance, aussi étroite soit-elle, est susceptible de se défaire. Ses membres n'appartenaient pas au même ordre, ne relevaient pas de la même logique, ne brandissaient pas la même « épée » – au Pape, l'épée spirituelle, au Prince l'épée temporelle, les deux associées, certes, mais point confondues.

C'est une particularité de l'Europe, qui remonte aux circonstances de la venue au monde de l'Église. Mahomet a inventé l'islam, puis s'est taillé un État qui lui servît d'outil. Saint Paul n'a pas eu ce luxe. L'État romain était là, puissant et légitime, et il a bien fallu s'en accommoder. *If you can't beat them, join them*: le pape s'est installé à Rome plutôt qu'à Jérusalem, et s'est prétendu vrai héritier de l'Empire romain. Mais il y eut aussi l'empereur, puis les princes territoriaux séculiers, qui n'entendaient pas lui céder le pouvoir sans partage. La dualité plus ou moins assumée de ces deux légitimités tout à la fois alliées et conflictuelles devait s'avérer un des traits les plus originaux de la civilisation européenne, et des plus féconds.

Aujourd'hui, il paraît qu'il faut « réaménager » la laïcité, la rendre plus conforme aux sociétés plurielles qui sont les nôtres, mieux adaptées aux besoins des communautés qui vivent en leur sein. Eh non, il ne faut surtout pas y

UNE QUESTION D'IDENTITÉ, C'EST-À-DIRE DE FRONTIÈRES

*Les diktats de l'histoire et de la géographie –
L'Europe, un « club chrétien » ? – La Russie entre Tourgueniev
et Dostoïevski – Le portrait de Mehmed II – Israël, contre-exemple –
L'Europe comme modèle*

L'Europe a besoin de frontières. Toute entité collective qui se veut porteuse de sens a besoin d'un territoire enserré dans des limites qui lui soit propre, qu'elle puisse dire sien, et sur lequel elle exerce une forme de « souveraineté ». Cela est vrai pour la famille, pour la tribu, pour la nation ; comment l'Europe y échapperait-elle ? On dira que, si elle a peu ou prou effacé ses frontières internes, ce n'est pas pour s'enfermer dans des frontières externes. Mais c'est précisément parce qu'elle n'a plus de frontières internes qu'elle a besoin de limites extérieures. On dira aussi que les Européens ne constituent pas une nation. Mais cette chose qui s'appelle l'Europe et qui aspire à être quelque chose, en soi et sur la scène du monde, il faut bien qu'elle se définisse. Et se définir, c'est aussi s'inscrire dans l'espace. On dira enfin que, si l'on y tient vraiment, on les a, ces frontières, qui sont celles de l'Union européenne. Mieux, l'effacement des frontières intérieures s'est accompagné

du renforcement de la frontière extérieure, matérialisée autour des confettis espagnols d'Afrique du Nord (Ceuta et Melilla) par des défenses qui n'ont rien à envier à la « clôture de sécurité » qu'Israël a érigée en Cisjordanie en attendant une vraie frontière, « sûre et reconnue ». Mais ces frontières sont un faux-semblant, puisque nul ne les considère comme acquises et que nul ne sait où elles seront un jour fixées. Or, cette incertitude est génératrice d'angoisse. Cela est si vrai que, comme nous l'avons vu, un des éléments de la crise que traverse l'Union est le vertige qui l'a saisie après la chute du Rideau de fer et l'élargissement massif qui s'en est suivi. Ceux qui proclament que là où sont les valeurs de l'Europe, là est l'Europe, soit désespèrent de l'Europe – c'est le cas d'un Michel Rocard, ardent fédéraliste qui pense que l'Europe a été « assassinée » –, soit n'y ont jamais cru et habillent de générosité leur hostilité à l'idée européenne. Dans les deux cas, les valeurs de l'Europe ayant par définition vocation à embrasser le monde, c'est condamner l'Europe politique à mort. Si elle est partout, elle ne sera nulle part.

*

Pour parer au plus pressé, des critères d'adhésion ont été définis en matière de droits de l'homme et d'intégration à l'économie de marché. C'est le minimum, en effet, mais très insuffisant. Comme le montrent les ratés à répétition qui handicapent l'Union et mettent à nu la désaffection croissante des citoyens à son égard, il est grand temps d'affronter les questions fondamentales, qui sont toujours des questions d'identité, donc de frontières : Qui sommes-

nous ? Qu'est-ce qu'être européen ? Comment concevons-nous notre club ? Qu'en attendons-nous ?

Il n'existe pas de réponses univoques à ces questions. Mais il n'existe pas de réponse univoque non plus à une question apparemment beaucoup plus simple : qu'est-ce qui fait un Français ? La langue ? Mais on parle français ailleurs qu'en France. La culture ? Mais innombrables sont les étrangers qui ont fait leur la culture de ce pays. La citoyenneté ? Mais de nombreux nationaux français n'ont de leur qualité de Français que le passeport. Tout cela à la fois ? Oui, tout cela à la fois, mais un peu plus : sont français ceux qui se reconnaissent dans une histoire commune et un territoire partagé. C'est aussi une bonne définition de l'européité.

L'histoire et la géographie tracent les frontières de l'Europe. On dira que ce sont des géomètres bien imprécis, et ce ne sera pas faux. L'Europe n'a cessé de repousser ses limites vers l'Est du continent, qu'elle intégrait progressivement à sa civilisation : l'Europe de la Renaissance fut plus grande que l'Europe médiévale, l'Europe des Lumières plus grande que l'Europe de la Renaissance. Une limite autrefois significative – la frontière orthodoxe – est tombée en désuétude : la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie ont intégré l'Union, demain ce sera le tour de la Serbie, de la Macédoine, de la Moldavie, voire de l'Ukraine et du Belarus. Une autre – la frontière musulmane – disparaîtra à son tour : l'Albanie, le Kosovo finiront par la rejoindre. Certes. Mais il doit y avoir un moment où la géographie bute sur l'histoire et y trouve ses limites. Sinon, à se dilater sans fin comme la grenouille de la fable, l'Europe finira par exploser.

Alors, où devraient passer les frontières de l'Europe ? Là où l'histoire rencontre la géographie. L'histoire seule la ferait trop petite, la géographie seule, trop grande – l'Europe « de l'Atlantique à l'Oural » n'a de sens que si l'on ne veut pas d'une Europe intégrée. C'est la combinaison de la géographie et de l'histoire qui fait l'Europe. En clair, toutes les nations qui vivent sur le sol européen, et elles seules, ont vocation à intégrer l'Union. Nous y reviendrons.

*

Mais évacuons d'abord deux mauvais procès d'intention. L'un voudrait que derrière la question des frontières se profile le désir sournois d'un « club chrétien » ; l'autre met en accusation un projet « d'exclusion ». La vocation européenne de pays à forte majorité musulmane fait justice du premier ; le simple bon sens, du second : on ne saurait exclure celui qui n'a jamais été inclus. Dire cela n'est pas minimiser l'énorme difficulté, politique, mentale, idéologique et diplomatique de l'entreprise de fixation de l'espace européen. C'est seulement affirmer une évidence : le débat, dont des réflexes du politiquement correct obscurcissent l'intelligence, est pollué par des considérations qui lui sont étrangères.

Enfin, il importe d'élucider le concept même de frontière, qui donne lieu à d'infinis malentendus. « La frontière est une ligne ; elle limite l'espace sur lequel s'étend une souveraineté nationale. » Cette définition aux allures de truisme du grand géographe français Jean Gottman commande l'histoire politique de l'Europe, puis, dans son

AU-DELÀ DE LA PEUR ET DE LA CULPABILITÉ, LA POLITIQUE

*L'immigration, une pièce ancienne rejouée avec de nouveaux acteurs
– La Méditerranée, « une immense décharge où fermentent les conflits
du futur » – Les ambitions déçues de Barcelone – Les promesses
de l'Union pour la Méditerranée – L'Européen, colonisateur heureux,
décolonisateur failli, partenaire complexé –
Pour un nouveau modèle de coopération – Peut-on redonner sens au
« devoir d'ingérence » ? – Le multiculturalisme contre la diversité
culturelle – Une manière européenne d'être au monde*

L'immigration n'est pas un phénomène spécifiquement européen ni particulièrement nouveau. Les États-Unis, où la population blanche d'origine européenne est en passe de devenir minoritaire, n'y échappent pas (il n'est que de voir le mur qu'ils sont en train de construire le long de la frontière mexicaine), ni le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou, depuis peu mais massivement, Israël. En fait, on assiste à un transfert de populations, énorme et anarchique, entre le Sud jeune et miséreux et le Nord prospère et vieillissant (Sud et Nord étant entendus ici comme des catégories socio-économiques plutôt que géographiques).

La mondialisation a accéléré le mouvement, elle ne l'a pas créé. Les pays du Nouveau Monde anglo-saxon sont

des produits de l'immigration, notamment de l'Europe. L'Europe même a connu au siècle dernier d'importants flux migratoires internes, des pays du Sud méditerranéen et d'Europe orientale – Italie, Espagne, Portugal, Pologne, Yougoslavie – vers l'Ouest prospère et assoiffé de main-d'œuvre.

Ce qui a changé depuis le dernier tiers du XX^e siècle n'est donc pas tant le phénomène lui-même, ni même son ampleur, mais l'origine des immigrants, leur « visibilité » et leur capacité à s'intégrer. Ce qui a changé aussi, c'est la disponibilité des pays d'accueil, économique mais surtout psychologique, à intégrer les nouveaux venus. Pour ne prendre que le seul exemple emblématique de la France, principal pays d'immigration en Europe, elle était jadis appelée à intégrer des Européens, ibériques, polonais ou juifs, alors qu'il lui faut maintenant faire une place à des allogènes, maghrébins ou africains. Elle le faisait à l'époque dans un contexte de forte croissance et de pénurie de main-d'œuvre, elle doit le faire aujourd'hui alors que la croissance est en berne et le chômage florissant. Et, cela expliquant ceci, du moins en partie, le cœur n'y est plus.

Tel est le diagnostic. Ajoutons-y deux observations de bon sens. Tarir complètement les flux migratoires, comme l'exigent les démagogues ou les faibles d'esprit (les deux ne sont pas nécessairement complémentaires, ni contradictoires), est tout bonnement impossible, à moins de se doter de moyens qui répugnent à un État de droit. Dans un monde globalisé déséquilibré par d'énormes différentiels de richesses, ces flux migratoires sont inévitables. On ne pourra jamais empêcher les gens d'aspirer à une vie

l'impuissance des États membres à s'aligner sur autre chose que le plus petit dénominateur commun. L'optimiste en retiendra la capacité des Européens à surmonter tout de même leurs divergences, même acerbes, et leur volonté évidente à œuvrer coûte que coûte de concert. Je suppose qu'il y a du vrai dans les deux points de vue.

*

Mais prenons le problème de plus haut. S'il est vrai, comme le soutenait Henri Berr, que toute explication historique est en définitive d'ordre psychologique, et si, comme nous l'avons vu, les Européens ont mal à leur histoire, alors c'est là, dans leur tête, que se situe le nœud du problème de leurs relations avec les autres, ceux qui vivent parmi eux comme ceux qui y aspirent.

Ils se sentent, et à juste titre, doublement coupables : d'avoir trop bien réussi la colonisation, et d'avoir raté la décolonisation. Ils n'ont pas eu leur pareil pour mettre le monde en coupe réglée, exploiter ses hommes et ses richesses ; et ils sont partis en laissant derrière eux le chaos : frontières arbitraires, économies inadaptées, masses pauvres et incultes, élites corrompues et rapaces, qui n'avaient ni le goût ni l'habitude du Bien public, et encore moins de la démocratie. Pouvaient-ils mieux faire ? Difficile à dire. Il n'était pas dans la logique du régime colonial de préparer sa propre disparition en mettant en place les structures humaines et matérielles qui auraient permis aux colonisés de se passer de lui. L'ère coloniale révolue, c'était trop tard ; ce fut le sauve-qui-peut, et les États successeurs s'avèrent pour la plupart des créatures artificielles

et chétives, incapables d'assumer une existence nationale normale. Les Européens y ont trouvé leur compte. Sauf accident de parcours, derrière le paravent des gouvernements nationaux, leurs intérêts économiques ont été peu ou prou sauvegardés – c'est ce qu'on appelle le néocolonialisme. Ils se sont donné bonne conscience en payant, sans trop s'inquiéter de la destination de leur argent – c'est ce qu'on appelle la coopération. Enfin, les belles âmes anticolonialistes ont soutenu de toutes leurs forces les mouvements « révolutionnaires » des anciennes colonies, sans trop se préoccuper de leurs méthodes, de leurs objectifs et de la nature de leurs alliances – et c'est ce qu'on appelle le tiers-mondisme. À eux trois, ces tropismes ont puissamment contribué à faire le malheur du tiers-monde, et en premier lieu de l'Afrique.

Or, la situation est plus catastrophique que jamais. Il faut savoir qu'une cinquantaine d'« États faillis » (« *failing states* »), abritant près du tiers de l'humanité, ne sont plus « en voie de développement » que par antiphrase ; en fait, ils sont en pleine régression et menacés d'implosion. Incapables de nourrir leurs populations et de contrôler leur territoire, minés par la corruption et vivant au bord de la banqueroute, ils sont la proie facile de réseaux de terrorisme et de crime organisé tentaculaires aux frontières floues. Leur extrême faiblesse les prive de toute légitimité aux yeux de leurs ressortissants, ce qui à son tour favorise la propagande, le recrutement et l'entraînement des soldats de la terreur. Que l'Europe ne puisse se désintéresser de ce qui s'y passe n'est pas uniquement un impératif moral ; il y va de sa propre sécurité. Comme tout le reste, les menaces se sont mondialisées.

UN RÔLE SUR LES TRÉTEAUX DU MONDE

*De l'équilibre des puissances à l'équilibre de la terreur –
De l'équilibre de la terreur à un monde déséquilibré – Un ordre inter-
national illisible – La « fin de l'histoire » ou la fin des illusions ?
– L'ère du terrorisme de masse et de la « guerre asymétrique » –
L'école de Mars, l'école de Vénus – PESC, PESDC et autres COPS
– Le Proche-Orient, théâtre de l'impuissance européenne –
Un moment à saisir – Une conversation de cocktail,
un fier aveu d'incapacité, une leçon de Léon Blum*

Nous vivons une situation internationale inédite : pour la première fois depuis les débuts de l'âge moderne, sinon depuis l'Antiquité romaine, le monde est privé d'un ordre international lisible. L'émergence de l'État moderne a fait de celui-ci la pierre angulaire de l'organisation du monde, ou du moins du monde familier aux contemporains. Bâti sur le modèle des relations instables entre les puissances italiennes de la Renaissance, modèle formalisé par le traité de Lodi de 1454 puis étendu à l'Europe entière au fur et à mesure que l'État territorial s'émancipait de la tutelle des deux puissances supranationales, la papauté et l'empire, et figé par les traités de Westphalie qui ont mis fin à la guerre de Trente Ans, cet ordre international fonctionnait sur le principe de l'équilibre des puissances. Six ou

sept grands États européens se partageaient une espèce de monopole de l'influence sur le continent puis, à travers leurs empires coloniaux, sur le monde, en maintenant entre elles, selon le mot de Voltaire, « un certain équilibre ». Bien entendu, ce principe était impuissant à préserver la paix. Tout traité de paix n'était guère que la photographie d'un rapport de force nécessairement éphémère, toute paix n'était qu'un entre-deux-guerres. Mais, l'âge des guerres de religions révolu, les conflits entre États étaient de nature politique et territoriale plutôt qu'idéologique, et obéissaient de ce fait à un ordonnancement militaire et diplomatique rigoureux et accepté par tous.

La Première Guerre mondiale a mis cet ordre à mal, la Seconde lui a donné le coup de grâce. L'Europe dévastée et vassalisée, ses ex-puissances exsangues et marginalisées, un ordre international radicalement nouveau s'est installé sur les ruines de l'ordre westphalien : un ordre bipolaire, fondé non sur l'équilibre des puissances, mais sur l'équilibre de la terreur. À l'ombre de la Bombe qui en fixait les modalités, inédites comme lui, la guerre froide présentait l'avantage relatif de mettre face à face des adversaires rationnels qui ont su faire du *brinkmanship*, ce pas de deux au bord du gouffre, un véritable art. Les protagonistes savaient jusqu'où ils pouvaient pousser leurs pions sans risquer la conflagration mondiale, et, s'ils n'étaient pas toujours en mesure de les empêcher de se faire la guerre – voyez le Proche-Orient –, du moins savaient-ils comment en régler l'intensité et la durée, et comment se garder de s'y laisser entraîner.

L'ordre bipolaire s'est écroulé à son tour avec la chute du Mur de Berlin, et avec lui l'ensemble de l'édifice bâti

sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale. Que, du coup, tout devînt possible, la folle aventure koweïtienne de Saddam Hussein l'a prouvé l'année même de l'implosion de l'Empire soviétique. Incapable de lire une carte géopolitique, le dictateur de Bagdad a cru pouvoir se permettre ce que naguère, du temps de l'équilibre de la terreur, il n'eût pas osé. Certes, il pouvait faire la guerre à un voisin, cela était dans l'ordre des choses pour autant qu'il ne mettait pas en cause les intérêts vitaux de l'un des deux maîtres du monde, ou des deux. Mais rayer de la carte un pays souverain (qui se trouve être une éponge pétrolière) et bouleverser ainsi unilatéralement les frontières internationales, voilà ce que seul Staline a pu se permettre. (Encore le tsar rouge, en annexant les pays baltes, ne faisait-il que « récupérer » un bien qui appartenait à ses devanciers.) Du coup, la menace, identifiée naguère avec le risque de catastrophe nucléaire, devenait diffuse et omniprésente, les règles du jeu illisibles. On entrait dans un monde radicalement nouveau.

S'en est-on aperçu tout de suite ? Probablement pas. La gravité même de l'offense la vidait de sa valeur démonstrative. La coalition que les Américains ont réussi à rassembler pour chasser Saddam du Koweït leur a fait croire qu'ils étaient en mesure d'imposer un nouvel ordre mondial, à la romaine : une « hyperpuissance » groupant autour d'elle des *socii et amici* respectueux, qui ne demandaient qu'à vivre sous la loi d'une *pax americana* bénéfique pour tous. Arrivés aux affaires avec l'administration Bush junior, les intellectuels néo-conservateurs s'empresèrent de théoriser ce nouvel ordre mondial. N'assistait-on pas à la « fin de l'histoire », le monde se retrouvant

enfin uni autour des principes des droits de l'homme, du libéralisme et de l'économie de marché ?

Il a fallu déchanter. Le 11 septembre devait montrer que l'histoire, décidément, était une déesse têtue. Il s'est avéré que les grands principes universels n'étaient pas du goût de tout le monde, et qu'ils avaient des ennemis féroces et déterminés. On a découvert aussi que l'ère des guerres classiques appartenait à un passé révolu. Plus d'adversaire clairement discernable, pas plus que d'armées en ordre de marche, de ligne de front, de batailles décisives. Mais un ennemi mouvant, insaisissable, tuant et se faisant tuer au nom de Dieu, et donc affranchi de toute règle et libéré de toute contrainte rationnelle, un ennemi qui ne demande rien car il veut tout, et auquel on ne peut rien offrir sinon sa propre disparition. Le monde venait d'entrer dans l'âge du terrorisme de masse.

Radicale nouveauté. Non pas de l'acte de terreur en soi : individuel ou de groupe, théorisé au nom de la nation, de la foi, de la classe, de la lutte contre toute forme d'autorité, ou, à l'instar des nihilistes, sans justification autre que lui-même, il est vieux comme la politique. Mais du terrorisme de réseau, planétaire, du terrorisme comme produit de la mondialisation, fils de la rencontre entre une pensée archaïque et les moyens de communication et de destruction offerts par la technologie de pointe.

On comprend que ce type inédit de terrorisme ait frappé de stupeur et d'effroi nos contemporains. En fait, ils étaient brutalement confrontés à un genre de guerre nouveau, auquel ils n'étaient manifestement pas préparés. L'ennemi était partout, à l'extérieur et à l'intérieur, à la fois difficilement repérable, car désespérément ressemblant

agacé le président Giscard d'Estaing ; la conférence de Madrid, voulue et imposée dans la foulée de la première guerre du Golfe par George Bush père ; et même les accords d'Oslo, négociés sous l'égide d'un pays non membre de l'Union et signés à Washington. Jusqu'au Quartette, qui groupe les principaux protagonistes extérieurs du conflit proche-oriental, et qui fut une initiative européenne avant d'être promptement confisqué par les États-Unis.

Lorsque j'ai été nommé ambassadeur d'Israël à Paris en décembre 2000, l'Intifada faisait rage, la coalition d'Ehud Barak se décomposait à vue d'œil, et Bill Clinton, sur le départ, venait de publier ses fameux paramètres pour un règlement global du conflit au Proche-Orient. Affolé à l'idée que ces principes, tard formulés mais décisifs, allaient à leur tour se voir rangés au rayon des occasions historiques manquées, j'ai fait la tournée des centres du pouvoir français pour leur proposer de les sauver. L'idée était simple : inviter le président américain à Paris pour une conférence euro-américaine *ad hoc*, au cours de laquelle on déciderait de porter ensemble, Union européenne et États-Unis pour une fois d'accord sur une démarche positive, les paramètres Clinton au Conseil de sécurité des Nations unies. Adopté par la plus haute instance internationale et élevé au rang de loi contraignante, ce texte se serait imposé aux parties en conflit comme aux acteurs externes, indépendamment des aléas électoraux à Jérusalem et à Washington, et quelle que fût la situation sur le terrain. Le moment venu, on aurait eu sur quoi bâtir. On me fit partout bon accueil, on prit force notes, et l'on m'assura que l'idée était excellente. Rien ne fut fait. Bien plus tard, lorsque j'en ai demandé la raison à Hubert

Védrine, à l'époque ministre des Affaires étrangères de la France, il m'a répondu que c'était trop compliqué, qu'il aurait fallu demander leur avis aux Allemands, qui auraient consulté les Anglais, lesquels, comme on sait, ne font rien sans les Américains, etc. Et que seule, la France ne pouvait pas grand-chose. Passée, depuis, de quinze à vingt-sept, l'Europe, on s'en doute, n'a pas vraiment gagné en cohérence, ni en efficacité.

Le Proche-Orient n'est qu'un exemple parmi d'autres. Là-bas ou ailleurs, sans les deux piliers de la puissance que sont, depuis la nuit des temps, une diplomatie cohérente et une force militaire significative, l'Europe sera à jamais réduite aux gesticulations et aux déclarations de principe. Pourquoi les Américains, décidés de longue main à achever en Irak ce que Bush père avait si bien commencé, auraient-ils obéi aux injonctions de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder, alors qu'ils disposaient du soutien inconditionnel de Tony Blair et de la « nouvelle Europe » ? Pourquoi auraient-ils été impressionnés par le discours enflammé de Dominique de Villepin au Conseil de sécurité de l'ONU et sa vaine menace du veto (outil éminemment « unilatéral », soit dit en passant), s'ils savaient le Français privé de divisions ? Parce que la France, en l'occurrence, avait raison ? Mais si les rapports de force qui régissent les relations internationales faisaient une place aux arguments rationnels, cela se saurait. Imaginons un instant que l'Europe ait parlé d'une seule voix à ce moment-là, l'Administration Bush se serait-elle lancée à corps perdu dans l'absurde aventure irakienne ?

*

SEPT PRINCIPES D'ACTION POUR FAIRE ENFIN L'EUROPE

*Accepter le monde tel qu'il est, pour le faire évoluer –
Comprendre l'Europe telle qu'elle est, pour mieux l'unifier
– Admettre que l'Europe telle qu'elle est ne saurait avancer d'un seul
pas, pour la faire progresser – Cesser de faire de l'Europe
une créature courtelinesque, pour lui faire enfin franchir
la « porte sacrée du politique » – Donner à l'Europe une âme,
pour lui faire gagner l'âme de ses citoyens – Définir des règles
de bonne conduite européenne, pour assurer que la maison Europe ne
tombe pas en quenouille – Refaire de l'Europe une
grande ambition, pour que l'Europe soit, tout simplement*

1. Accepter le monde tel qu'il est – pour le faire évoluer

Le monde n'est pas un endroit agréable à vivre, c'est entendu, mais c'est le seul dont nous disposons. Autant en prendre son parti et l'amender du mieux que nous pourrons. Il ne sert à rien de se battre contre des moulins à vent, il faut les mettre au service de l'homme. Ce qui est vrai pour la nation l'est pour la planète : de nos jours, seule la réforme est révolutionnaire, la réforme patiente, têtue, décevante parfois, mais toujours humaine et parfois efficace.

Je veux parler de la mondialisation, bien sûr. Rien de tel pour provoquer des réactions furibardes et pétries de bonne conscience que la mondialisation. Et en effet, certains de ses effets sont laids et dévastateurs. Ces mouvements fous de sommes gigantesques qu'un clic de souris envoie d'un bout à l'autre de la planète, ces fonds à risque anonymes qui jouent aux dés avec l'argent des autres, ces dégraissages, plans dits sociaux et autres délocalisations qui rendent précaire l'avenir des travailleurs privés de toute maîtrise de leur outil de travail et de tout projet, ces écarts abyssaux de revenus qui, en comparaison, font d'un Henry Ford un modeste employé et de ses ouvriers des privilégiés, ces traders survoltés, shootés à la coke, qui jouent à la finance sur leur écran d'ordinateur comme nos enfants à la guerre, sans savoir ce qu'ils font... Comment nier que le village global renvoie une image peu ragoûtante ?

*

C'est en France, on l'a vu, que la mondialisation fait le plus peur. Cela va loin. Les sondages révèlent que la France est le seul parmi les États européens dont moins de la moitié de la population se dit favorable à l'économie de marché. C'est à peine croyable : voilà un pays riche, quatrième puissance économique du G8 et dont les multinationales sont parmi les plus performantes au monde, qui vomit le marché. Étrange schizophrénie, dont les causes tiennent à la fois au rôle traditionnel d'un État surpuissant dont Tocqueville, déjà, décrivait le rôle infantilisant, au poids historique du Parti communiste français qui a phagocyté intellectuellement l'ensemble de la gauche